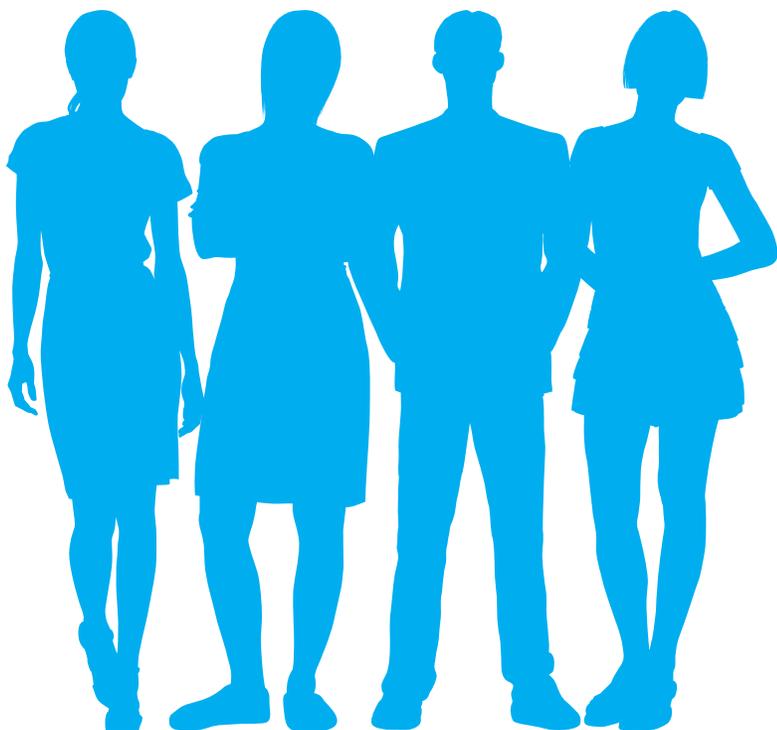


QUE VEUT LE TRAVAIL SOCIAL ?



LA REVUE FRANÇAISE DE SERVICE SOCIAL

285 ■ 2022-2

QUE VEUT LE TRAVAIL SOCIAL ?

Au printemps 1972, la revue *Esprit* consacrait un numéro historique au travail social et interrogeait sa raison d'être. Le numéro fit grand bruit, son effet électrochoc reste dans les mémoires. Le travail social a poursuivi sa route, habité d'une meilleure connaissance des tentatives d'instrumentalisation dont il fait l'objet.

Cinquante années après, où en est le travail social ? Les injonctions fusent. Autour de lui s'agitent les intentions d'une multitude de prescripteurs. Ceux qui sont venus du champ politique et administratif se drapent dans leurs fonctions régaliennes pour exiger obéissance et discipline républicaine. D'autres, surgis du champ économique et entrepreneurial, lui enjoignent de réviser ses vieilles exigences au nom de la nécessaire frugalité des temps de crise. La liste pourrait s'allonger car tout le monde s'autorise un avis sur le travail social.

Mais aujourd'hui, que veut le travail social ? C'est cette question qu'aborde ce numéro de la *RFSS*, manière de comprendre où nous en sommes, d'affirmer qui nous sommes et ce que nous voulons.

La première partie propose une analyse critique sur l'existant en interrogeant le regard que le travail social pose sur le chemin parcouru au cours du demi-siècle écoulé. Elle examine les crispations sociétales autour desquelles notre secteur se mobilise aujourd'hui et au prix de quelles contradictions.

La seconde partie explore les rêves d'un travail social précurseur et se demande comment il pourra, demain, façonner la société, quels sont ses objectifs actuels, ses aspirations, ses désirs ou encore ses ambitions. En somme, le tableau d'un travail social idéal.

15 €



SOMMAIRE

DOSSIER

QUE VEUT LE TRAVAIL SOCIAL ?

Éditorial.....9

*Isabelle Boisard, Cristina De Robertis
et Joran Le Gall*

PREMIÈRE PARTIE

ANALYSER LES MÉTAMORPHOSES DU TRAVAIL SOCIAL

**Crise de l'État social, mondialisation
et travail social.....** 12

Emmanuel Jovelin

Bien définir pour mieux pratiquer..... 19

Saül Karsz

**Vie, déclin et rebonds du travail social
Suggestions d'analyses.....** 26

Michel Chauvière

**L'action sociale disciplinaire : repérer,
évaluer, prendre en charge.....** 34

Antoine Guillet

**Le travail social
face à l'extrême droite.....** 44

François-Xavier Duveau

Affirmer notre solidarité..... 51

Yves Faucoup

**Résister à l'industrialisation ?
Vers une approche radicale
du travail social.....** 59

Jonathan Louli

DEUXIÈME PARTIE

RÊVER UN TRAVAIL SOCIAL PRÉCURSEUR

**Pour un travail social humaniste,
émancipateur et politique
Avec et pour les personnes
accompagnées.....** 68

Karima Gacem

**Le travail social en panne de sens
Le collectif au secours
du singulier ?.....** 76

Julie Huvelin

**Projections sur l'avenir
du travail social.....** 83

Lauluca

**Le travail social :
qu'en est-il aujourd'hui ?.....** 94

Ingrid Dromard et Anneliese Vernaz

**Rêver un travail social précurseur...
Travail social, perspectives,
formation, représentation,
résistance.....** 102

Sylvie Kowalczyk

**Pourquoi est-ce que je me mobilise
le 1^{er} février 2022 et qu'est-ce que
je souhaite voir évoluer ?.....** 109

Joran Le Gall

COMMUNICATION

**Le travail communautaire :
développement, organisation,
travail social**

***Essai de définitions* 112**

Laure Liénard

VIE DE L'ANAS

Déclaration du 7 février 2022 124

Nous avons reçu 127

Nous avons lu 127

À vos agendas ! 131

Derniers numéros parus 132

ÉDITORIAL

Isabelle Boisard, Cristina De Robertis et Joran Le Gall

Les injonctions fusent autour du travail social. Apparu sous la forme que nous lui connaissons au début du xx^e siècle, il se rêve depuis sa naissance au service d'une amélioration du sort des humains sur la terre et de l'organisation d'une vie sociale où chacun trouverait sa place. Le travail social définit ses cadres d'action en conjuguant la bienveillance, le respect et la promotion de l'autonomie des personnes accompagnées à une farouche volonté de se tenir aux côtés des victimes ou de militer en faveur d'une plus juste répartition des richesses. Il revendique une légitimité venue de ses pratiques de terrain. Il se rêve en vaisseau progressiste et laïque qui tiendrait en toute circonstance le cap de la pensée humaniste.

Belle constance que certains taxent parfois d'entêtement. Car autour de lui s'agitent les intentions d'une multitude de prescripteurs. Ceux qui sont venus du champ politique et administratif se drapent dans leurs fonctions régaliennes pour exiger obéissance et discipline républicaine. D'autres, surgis du champ économique et entrepreneurial, lui enjoignent de réviser ses vieilles exigences au nom de la nécessaire frugalité des temps de crise. D'autres encore, issus de générosités condescendantes, lui demandent de plier devant leurs logiques caritatives en échange de malheureux subsides. La liste pourrait s'allonger (aux champs thérapeutique, sécuritaire ou judiciaire par exemple...) car tout le monde s'autorise un avis sur le travail social sans l'identifier comme un domaine de pensée autonome qui nécessiterait davantage de compétences que les qualités humaines que chacun s'attribue. Dans ce tourment de discours, le travail social peine à conserver la pleine conscience de lui-même.

Au printemps 1972, la revue *Esprit* lui consacrait un numéro historique qui interrogeait sa raison d'être. Elle le mettait en garde contre la fonction de régulateur social vers laquelle il glissait silencieusement. Le numéro fit grand bruit. Son effet électrochoc reste dans les mémoires. Il permit au travail social de poursuivre sa route, habité d'une meilleure connaissance des tentatives d'instrumentalisation dont il fait l'objet.

Dans ce numéro, *La Revue française de service social* a choisi d'explorer deux axes principaux. Une première partie propose une analyse critique de l'existant, en interrogeant le regard que le travail social pose sur le chemin parcouru au cours du demi-siècle écoulé et s'il en a terminé avec le contrôle social. Elle aborde ensuite les crispations sociétales autour desquelles notre secteur se mobilise aujourd'hui. Enfin, elle fait émerger les contradictions auxquelles nous sommes confrontés, notamment celles relatives aux impératifs d'une idéologie ultralibérale dominante en Europe. La seconde partie explore les rêves d'un travail social précurseur et se demande comment le travail social de demain façonnera la société, ses objectifs contemporains, ses aspirations, ses désirs ou encore ses ambitions. Elle met en avant les stratégies de contournement et d'innovation ainsi que les pratiques

d'avant-garde en posant l'hypothèse d'un travail social qui pourrait être radical en éluçant ses utopies et ses dystopies. En somme, le tableau d'un travail social idéal.

ABSTRACTS

In the spring of 1972, the journal *Esprit* devoted a historic issue to social work and questioned its "raison d'être". The number caused a commotion, its electroshock effect remains in the memories. Social work has continued its way, inhabited by a better knowledge of the attempts of instrumentalisation to which it is subject.

Fifty years later, where is social work? The injunctions fuse. It agitates the intentions of a multitude of prescribers. Those who came from the political and administrative field, wrap themselves in their sovereign functions to demand obedience and republican discipline. Others, emerging from the economic and entrepreneurial field, enjoin it to revise its old requirements in the name of the necessary frugality in times of crisis. The list could go on because everyone allows themselves an opinion on social work.

But today, what does social work want? This is the question that this issue of the *RFSS* addresses in order to understand where we are, to affirm who we are and what we want.

The first part proposes a critical analysis of the current situation by questioning the view that social work takes on the path taking over the past half century. It examines the societal tensions around which our sector is mobilising today and at the cost of some contradictions.

The second part explores the dreams of a precursor social work and wonders how it will be able to shape society tomorrow, what are its current objectives, its aspirations, its desires or its ambitions. In short, the picture of an ideal social work.

POUR UN TRAVAIL SOCIAL HUMANISTE, ÉMANCIPATEUR ET POLITIQUE⁹¹ AVEC ET POUR LES PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Karima Gacem

RÉSUMÉ : Rêver un travail social précurseur à l'heure où il traverse une crise profonde pourrait relever de la gageure. À partir de la définition internationale du travail social s'esquisse un horizon pour un travail social humaniste, émancipateur et politique. L'éthique du *care* envisage l'institution comme un lieu démocratique, enrichi par l'ensemble des acteurs qui le composent. La reconnaissance du savoir expérimentiel des personnes accompagnées devient dès lors un moteur de transformation sociale.

MOTS-CLÉS : définition internationale du travail social, démocratie, éthique du *care*, travail social émancipateur, travail social humaniste, travail social politique.

« Un jour pourtant, un jour viendra, couleur d'orange
Un jour de palme, un jour de feuillages au front
Un jour d'épaule nue, où les gens s'aimeront
Un jour comme un oiseau
sur la plus haute branche. »

Louis Aragon

DES REPÈRES QUI SE PERDENT

Pour débiter cet article, dont la ligne d'horizon belle et inspirante s'intitule *Rêver un travail social précurseur*, je me suis souvenue de ce poème de Louis Aragon cité à la fin d'un texte sur Stanislas Tomkiewicz⁹². Je l'avais lu quand je travaillais sur mon mémoire de master et j'y avais trouvé des principes fondamentaux pour le travail social. Me vient l'envie de poser la question suivante à vous, lecteur-riche-s : retrouvez-vous ces principes dans les institutions que vous connaissez ou devez-vous faire une longue introspection pour vous rappeler des moments où ils ont fait une brève apparition dans votre quotidien de travail ? Je me propose de vous les énoncer ici :

91. Ce titre est aussi celui du chapitre 3 du *Manifeste du travail social*, publié en 2016.

92. Jacques Ladsous et Michelle Anker, « On l'appelait Tom. À propos de Stanislas Tomkiewicz (1925-2003) et de Janusz Korczak (1878-1942) », *VST – Vie sociale et traitements*, n° 114, 2012/2, p. 99-105. Stanislas Tomkiewicz est notamment connu pour ses travaux sur les violences institutionnelles, il était psychiatre et psychothérapeute auprès d'enfants et d'adolescents.

- « l'institution est faite pour ceux et celles qu'elle accueille ; et ceux et celles qui y travaillent ne peuvent pas subordonner les besoins et les joies des accueillis à leurs propres commodités ni à leurs propres désirs » (§ 23) ;
- « une institution est un lieu à vivre : elle est donc un espace démocratique où chacun, dans son rôle, et à sa place, doit être respecté, où chacun doit pouvoir émettre une opinion, apprendre à vivre avec et auprès des autres, sans avoir besoin qu'on lui fasse violence » (§ 22).

Commentons ces lignes. La personne accueillie et accompagnée est un être humain sujet et non objet de l'intervention. L'institution doit s'adapter aux besoins de la personne accompagnée et non l'inverse. La répression, la violence n'y ont pas leur place. La démocratie n'est pas une option ou un choix de gouvernance : c'est l'essence même de toute institution d'aide et de soin, la matrice, la colonne vertébrale de l'institution. Rien de révolutionnaire dans tout cela. Juste la base, le socle, les fondations. Rien de précurseur là-dedans non plus car d'autres l'ont dit, l'ont écrit avant nous et ont agi et milité pour que cela ne reste pas au stade de belles paroles. Rappeler ces principes, c'est comme un kit de survie quand on est perdu dans la jungle et que l'on doit se souvenir de ce dont on a besoin pour résister.

Car les sources de colère, d'incompréhension et d'inquiétude ne manquent pas aujourd'hui. Elles étaient présentes en 2016 au moment de Nuit Debout et de l'écriture du *Manifeste du travail social*. Elles surgissent avec cette crise sanitaire qui n'en finit pas, déclencheuse d'un nouvel élan de mobilisation rendu visible lors de la manifestation nationale du 7 décembre 2021, particulièrement suivie. Cette crise sanitaire a eu un effet de loupe, de révélateur, de miroir grossissant sur la réalité du champ sanitaire et social tel qu'il est. Et le tableau n'est pas réjouissant, loin de là. Si l'on prend un indicateur qui dépasse le contexte même de cette crise, celui de la baisse des effectifs dans les formations aux professions sociales, les chiffres sont parlants : -17 % entre 2010 et 2020, -4 % entre 2019 et 2020⁹³. Quels seront les professionnel·le·s sur le terrain dans les années à venir ? Autre indicateur qui alerte : celui de la crise du recrutement avec de plus en plus de postes non pourvus montrant une désaffection préoccupante du champ social et médico-social. Quelques chiffres encore, publiés cette fois en janvier 2022 par un syndicat employeur (la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés solidaires [FEHAP]-Nexem⁹⁴) suite à un questionnaire en ligne complété par les adhérents à ce réseau : un chiffre potentiel de 30 000 postes vacants sur tout le réseau ; 4 300 postes vacants dans les structures répondantes ; des tensions au recrutement qui concernent toutes les catégories de personnels mais en particulier les professionnel·le·s en première ligne (personnel soignant, éducatif et social) ainsi que les médecins ; des vacances de postes également

93. Enquête annuelle publiée par la DREES, « Les formations aux professions sociales en 2020 : la baisse du nombre d'inscrits se poursuit, mais le nombre de diplômés augmente grâce à une forte hausse du taux de réussite, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques. Disponible sur <https://solidarites-sante.gouv.fr>.

94. <https://organisation.nexem.fr/assets/synthese-des-resultats-du-1er-barometre-des-tensions-de-recrutement-fehap-nexem-37f0-32135.html>.

dans les fonctions d'encadrement et les fonctions support avec presque la moitié des postes à pourvoir ; des départs massifs fin 2021 dont 5 300 liés aux conditions de travail et à la rémunération. Face à cette situation, les structures doivent réduire leur activité : gel des places (25 %), fermeture de places ou de lits (21 %), fermeture de services et d'établissements (8 %) et réduction de la durée d'accueil (7 %). Ce qui a un impact direct sur l'accompagnement des publics et sur la réponse aux besoins des personnes les plus vulnérables. Ainsi, comme l'indique la note de synthèse, « le secteur commence à donner des signes de fragilité structurelle quant à sa capacité à attirer et fidéliser des professionnels » (p. 4). En amont et en aval de tout un secteur d'intervention, on repère ainsi une problématique systémique, dont la profondeur et l'étendue sont visibles et repérables.

Des signes de malaise se faisaient pourtant déjà sentir même si depuis la situation n'a fait que s'aggraver. En 2016, dans le sillage des luttes contre la loi Travail, des témoignages recueillis en vue de lever le tabou et le déni de la souffrance au travail sont publiés dans un recueil intitulé « Le travail, concrètement, on vaut mieux que ça⁹⁵ ! ». Le collectif constitué recueille alors des milliers de témoignages qui concernent des secteurs hétérogènes dont celui de l'aide à la personne et du travail social. Ils traitent de la précarité, des conditions de travail, du harcèlement, des pressions hiérarchiques, des relations entre collègues, du stress, de l'abus de pouvoir, des conditions indignes d'accueil en institutions, de problèmes éthiques... Ce ne sont là que quelques exemples des sujets traités que les auteurs anonymes ponctuent par « je vaud mieux que ça » dans 1 371 pages d'un tableau social aux voix multiples qui dépeignent des réalités individuelles et pourtant proches. On peut voir là une volonté de retrouver une légitimité : ma parole vaut quelque chose, j'ai des choses à dire, je souhaite être entendu.e et pris.e en compte. Une volonté de réhabiliter la valeur de l'individu au travail, percutée par des logiques de rentabilité et de management déléterés. « Je vaud mieux que » : j'ai une valeur humaine supérieure ; « que ça » : que ce système qui me nuit et m'étouffe. Certain.e.s souhaitent que ce mouvement se politise alors que d'autres n'ont plus l'énergie pour lutter et expriment leur épuisement physique, émotionnel et psychique.

On y trouve le témoignage d'une éducatrice spécialisée. Elle parle de son « cher métier » en le personnifiant, elle lui adresse son incompréhension et sa déception car elle ne le « reconnaît » plus : « Tu brûles les ailes et piétines les petits scarabées, ceux qui savaient pourquoi ils étaient là, du côté des jeunes ou du côté des adultes, avant que tu ne deviennes une grosse machine désincarnée » (p. 43). Elle témoigne d'une perte de valeurs, de « dérives éthiques » face à une focalisation sur le prix de journée, au détriment d'une prise en charge humaine des enfants. Un système chaotique qui ne sait plus écouter les « observateurs de terrain », ni prendre en compte certains « signaux » et les « interpréter », qui glisse vers la violence, là où le sens se perd et où la raison d'être de l'intervention (éduquer, protéger, accompagner) n'est plus la priorité. Elle conclut par ces mots : « J'aimerais, plus tard, pouvoir penser à toi avec une nostalgie bienveillante. Mais je crois que pendant longtemps, ce qui dominera mes sentiments à ton égard,

95. Des témoignages sont visibles sur la chaîne YouTube « On vaut mieux que ça ». Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=iCB-YMUvN6E.

ce ne sera qu'une grande désolation vis-à-vis de ce que tu aurais dû être. Et le pire, cher métier, c'est que non seulement tu aurais dû... mais surtout tu aurais pu » (p. 44).

Nous allons justement nous intéresser ici à ce que peut le travail social, si tant est que les conditions soient garanties pour qu'il vive et, j'ose le terme, pour ne pas seulement qu'il survive.

UN TRAVAIL SOCIAL ANTICAPITALISTE, ANTIRACISTE, ANTIHÉTÉROSEXISTE, FÉMINISTE, ÉCOLOGIQUE, INTERNATIONALISTE ET FINALEMENT ANTIOPPRESSIF

Beaucoup de mots engageants dans ce titre, qui feraient fuir ceux-elles qui prônent le conservatisme, le maintien du patriarcat et des inégalités sociales, la stigmatisation de toute une partie de la population en raison de ses origines, de son orientation sexuelle, de son sexe, de son handicap, de sa situation sociale et économique, qui perpétue l'extractivisme et une vision néocoloniale du monde. Mais ne soyez pas perdu.e.s. Ce titre résume au fond les valeurs de justice sociale, d'égalité, de liberté, de droit à l'épanouissement et au développement pour tout être humain sur la planète, et renvoie donc à la définition internationale du travail social. Rien de plus, rien de moins. Il est toujours bon de rappeler que nous pouvons nous appuyer sur des textes fondateurs pour éviter de perdre du temps et de l'énergie à répondre à des critiques qui useraient des qualificatifs de « wokiste », d'islamo-gauchiste ou je ne sais quel autre sarcasme dont la période actuelle est friande. Mais nous préférons d'autres friandises bien plus digestes et les voici :

« Le travail social est une pratique professionnelle et une discipline. Il promeut le *changement et le développement social, la cohésion sociale, le développement du pouvoir d'agir et la libération des personnes. Les principes de justice sociale, de droit de la personne, de responsabilité sociale collective et de respect des diversités sont au cœur du travail social*⁹⁶. Étayé par les théories du travail social, les sciences sociales, les sciences humaines et les connaissances autochtones, le *travail social encourage les personnes et les structures à relever les défis de la vie et agit pour améliorer le bien-être de tous*⁹⁷. »

Je reprends également ici deux paragraphes sur le contenu des missions du travail social indiquées à la suite de cette définition, et qui n'apparaissent malheureusement pas dans son adaptation française : « Puisque les objectifs du travail social sont le développement du pouvoir d'agir et la libération des personnes, il est essentiel de développer une conscience critique par la réflexion sur les sources structurelles d'oppression et de privilège ainsi que des stratégies d'actions visant leur élimination » (§ 4). Le travail social, dans sa visée antioppressive, doit interroger et s'attaquer au mal à la racine : les sources structurelles, profondes, d'oppression et de privilège, pas seulement pour les observer et les documenter, mais aussi et surtout pour les éliminer.

96. Les termes en italique sont soulignés par moi.

97. Définition internationale du travail social approuvée par l'assemblée générale de l'*International Association of Schools of Social Work* (IASSW) le 10 juillet 2014 à Melbourne.

Ce qui justifie et légitime cette nécessité, c'est bien sa finalité émancipatrice vis-à-vis des personnes et des groupes.

« Cette mission est guidée par la nécessité de transformer les conditions structurelles qui contribuent à la marginalisation, à l'exclusion sociale et à l'oppression. Les initiatives de changement social se fondent sur l'action humaine organisée et visent la promotion des droits humains et de la justice économique, environnementale et sociale. La profession du travail social est, de même, mobilisée pour le maintien de la stabilité sociale, dès lors que celle-ci ne contribue pas à marginaliser, exclure ou opprimer un groupe de personnes en particulier » (§ 5). Le travail social, dans sa visée transformatrice, doit chercher à modifier tout ce qui participe à la marginalisation, l'exclusion sociale, l'oppression. Ce qui anime le travail social et prend encore davantage de sens dans la période actuelle, ce sont : la promotion des droits humains, la justice économique, environnementale et sociale. Le maintien du *statu quo* ne se justifie que s'il ne participe pas à marginaliser, exclure, opprimer. Vous l'aurez compris, si l'on fait de cette définition la feuille de route du travail social, c'est à un rôle crucial qu'il est convié dans la société, et non à un rôle de figurant. C'est cette centralité du travail social qu'il est nécessaire de rappeler, de comprendre et d'intégrer pour éviter sa tombée dans l'oubli à la fois politique, sociétal et médiatique et éviter par la même occasion l'oubli et l'invisibilisation des publics accompagnés eux-mêmes. À cet égard, l'éthique du *care* nous ouvre quelques pistes pour comprendre les enjeux.

CARE EN DÉMOCRATIE

L'éthique du *care* nous amène à nous poser la question suivante : qui s'occupe de qui et comment⁹⁸ ? Elle renvoie à tout ce qui permet que la société tienne debout, que le monde soit vivable, et qu'une vie soit une vie pleinement vécue et « digne d'être pleurée⁹⁹ ». Le *care* permet de se focaliser sur la façon dont les besoins des personnes accompagnées sont entendus, discutés et pris en compte. Cette conception rejette la vision descendante des besoins, appuyée sur une pyramide des besoins universelle, uniforme, abstraite, et cherche au contraire à partir de la personne elle-même, du concret de son existence et de ce qui la constitue. Elle s'appuie sur une vision pluraliste de la société, sur la pluralité des réponses aux besoins, pluralité des points de vue et des expériences, au fondement de la démocratie¹⁰⁰. Pour Nancy Fraser¹⁰¹, les besoins sont à interpréter dans le cadre d'un débat démocratique, ce qui suppose que cette interprétation des besoins ne participe pas à reproduire les dominations mais vient au contraire les questionner¹⁰². La personne a

98. Joan Tronto, *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Paris, La Découverte, 2009.

99. Judith Butler, *Une morale pour temps précaires*, Tribune dans le journal *Le Monde*, 2012. Disponible sur : www.lemonde.fr/idees/article/2012/09/12/pour-une-morale-a-l-ere-precaire-1767449-3232.html.

100. John Dewey, « La démocratie créatrice. La tâche qui nous attend », *Horizons philosophiques*, vol. 5, n° 2, 1995, p. 41-48.

101. Philosophe féministe américaine.

102. Nancy Fraser, *Unruly practices. Power, Discourse and Gender in Contemporary Social Theory*, Minneapolis, University of Minnesota press, 2008.

également des droits et c'est ce qui garantit que les besoins de chacun-e ne soient pas mis en concurrence, travers courant du néolibéralisme, et qu'ils soient garantis. La mise en lumière des besoins peut également permettre la revendication de nouveaux droits, si ces besoins essentiels ne sont pas assurés. Nancy Fraser plaide pour le rejet de toute forme de paternalisme qui opposerait une revendication des besoins à une revendication des droits et pointe l'existence de certains droits qui prennent le pas sur d'autres : la propriété privée sur les droits sociaux par exemple.

Le *care* amène également une réflexion renouvelée sur la vulnérabilité, qui n'est pas seulement le lot des autres, éloignés de nous, mais notre lot à toutes : nous sommes vulnérables et donc responsables les un-es des autres car notre vulnérabilité appelle une réponse d'autrui. Elle signe notre interdépendance et ce qui nous relie. De plus, cette approche par le *care* permet de mettre l'accent sur un ensemble d'activités dont la mission est de prendre soin d'autrui. Ce travail du *care* peu valorisé, peu reconnu et méconnu, on pense ici au champ social et médico-social en particulier, est confronté à un paradoxe : essentiel et pourtant invisible, central et pourtant périphérique. Les personnes accompagnées, qui ne répondent pas aux normes d'autonomie et d'indépendance prônées par la société, se trouvent marginalisées, au même titre que celles et ceux qui les accompagnent. L'éthique du *care* s'attaque à ces normes dominantes et propose une critique à la fois sociale et politique : « Elle dénonce la dévalorisation dont font l'objet en premier lieu les personnes visiblement récipiendaires du *care* et en second lieu celles qui leur prodiguent des soins ou leur donnent de l'attention. Le malaise de ces dernières peut être rapporté à la souffrance des premières, ainsi qu'au peu de reconnaissance accordé à une activité qui a pourtant une forte utilité sociale¹⁰³. » C'est à une alliance avec les personnes accompagnées qu'appelle la perspective politique offerte par l'éthique du *care* car entendre la voix des personnes marginalisées dans l'arène politique et sociale, la prendre en considération, c'est entendre aussi les effets des décisions politiques, des inégalités, des discriminations sur les vies des personnes. Ce n'est pas parler à la place de, c'est tendre l'oreille pour écouter ce que ces voix disent, c'est aussi créer les conditions pour qu'elles puissent s'exprimer par elles-mêmes et pour elles-mêmes. Faire que la marge revienne au centre¹⁰⁴. Une visée émancipatrice donc et de transformation sociale. « Reconnaître l'importance du *care* nous permettrait de réévaluer les contributions apportées aux sociétés humaines par les exclus, les femmes, les petites gens qui travaillent quotidiennement ; une fois que nous nous serons engagés à reconcevoir le monde de façon à ce que leurs contributions comptent, nous serons capables de changer le monde¹⁰⁵. »

103. Audrey Gonin, Josée Grenier et Josée-Anne Lapiere, « La souffrance éthique au travail : l'éthique du *care* comme cadre d'analyse critique et comme prospective dans le champ de la santé et des services sociaux, *Reflète*, vol. 19, n° 2, 2013, p. 85-110.

104. En référence au titre du livre de Bell Hooks (intellectuelle, militante et afroféministe américaine), *De la marge au centre. Théorie féministe*, traduit en français en 2017.

105. Joan Tronto, Préface à l'édition française d'*Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Citée dans la présentation d'*Une voix différente. Pour une éthique du care*, 2008, traduction de Sandra Laugier et Patricia Paperman, p. 37.

L'EXPÉRIENCE DES PERSONNES ACCOMPAGNÉES, SÈVE D'UN TRAVAIL SOCIAL POLITIQUE DANS UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE

Pour Joan Tronto¹⁰⁶, dans une société démocratique, des espaces discursifs, dialogiques, délibératifs doivent exister dans les institutions, prenant en compte les besoins des bénéficiaires et des pourvoyeurs de *care* et s'intéressant à trois dimensions : la politique (relations de pouvoir), la pluralité et la particularité (il y a de multiples façons d'agir, une pluralité d'acteurs, il est possible de répondre aux besoins de diverses façons), et la finalité (discussion sur les finalités et objectifs du *care*). Pour parvenir à une institution telle que celle-ci, cela suppose que les professionnels pourvoyeurs de *care* soient reconnus dans leur expertise et ne soient pas exclus de la prise de décision, qu'il-elle-s soient en mesure de faire valoir leurs besoins, compétences, points de vue, et que leurs voix comptent. C'est à cette condition que l'institution peut fournir un *care* suffisamment bon. En effet, comment les publics pourraient-ils être considérés en tant qu'acteurs dont la voix compte si les professionnels eux-mêmes ne le sont pas ? Une *caring institution*, une institution qu'on pourrait appeler « attentive et démocratique », ne peut fonctionner que si elle est portée, questionnée, enrichie par l'ensemble des acteurs qui participent à son écosystème. Il s'agit ici de donner à la parole des personnes accompagnées la place qui lui revient en leur permettant de s'exprimer sur l'aide qui leur est apportée, sur l'expérience qu'elles en ont (ce que Joan Tronto appelle *responsiveness*, terme traduit en français par « capacité de réponse¹⁰⁷ »). C'est cette étape qui permet d'ajuster l'aide apportée si celle-ci ne répond pas aux besoins de la personne, d'être au plus près de ce qu'elle vit en prêtant attention à ce qu'elle dit, réellement.

Plus largement, j'aimerais parler d'une démarche¹⁰⁸ collective qui a émergé il y a quelques années, visant à reconnaître le savoir expérientiel des personnes accompagnées comme une contribution essentielle dans les formations du champ sanitaire, social et médico-social. Des acteurs d'horizons différents (du monde de la formation, de la santé, du travail social, de la recherche, des patient-e-s expert-e-s et aussi des représentant-e-s des personnes accompagnées au sein du Haut conseil du travail social [HCTS]) élaborèrent en 2018 un plaidoyer intitulé *Associations nos savoirs. Pour l'intégration des patients et personnes accompagnées dans la formation initiale et continue des professionnels de la santé et du social*. Alice Casagrande résume ici l'esprit de cette démarche : « Dès lors, notre finalité est bien non seulement l'amélioration d'un système et le rééquilibrage des postures au sein de ce système, mais beaucoup plus fondamentalement la promotion d'une certaine manière de vivre et coopérer en démocratie, par l'enrichissement mutuel de toutes les expériences singulières des citoyens qui peuvent et devraient être tour à tour contributeurs et récepteurs des sagesses issues de l'expérience

106. Politologue américaine et féministe. Joan Tronto, « Creating Caring Institutions: Politics, Plurality, and Purpose », *Ethics and Social Welfare*, vol. 4, n° 2, 2010, p. 158-171.

107. Joan Tronto, *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Paris, La Découverte, 2009, p. 182.

108. On peut retrouver l'historique de cette initiative dans l'article d'Alice Casagrande cité en bibliographie et sur le site internet <https://associations-nos-savoirs.fr>.

d'autrui, ainsi que des communautés auxquelles ils appartiennent¹⁰⁹. » Cet horizon nous apparaît comme la sève d'un travail social humaniste, émancipateur et politique dans une société qu'on pourrait qualifier de pleinement démocratique et dans des institutions créatrices d'un espace potentiel, vivant et partagé, permettant à chacun·e d'être reconnu·e comme sujet digne d'attention, de considération et d'estime : « "Quelqu'un d'autre voit que ou comprend que j'existe", et aussi : "J'ai, ce qui est nécessaire, la preuve en retour (tel un visage vu dans un miroir) que j'ai été reconnu comme un être vivant"¹¹⁰. »

BIBLIOGRAPHIE

- Anché C., Bataille J.-M., Bertin Morales A., Boisard I., Debout A. et Soul N., *Manifeste du travail social*, Bagnex, Le social en fabrique, 2016.
- Butler J., *Une morale pour temps précaires*, Tribune dans le journal *Le Monde*. Disponible sur : www.lemonde.fr/idees/article/2012//09128/pour-une-morale-a-l-ere-precaire, 2012.
- Casagrande A., « Associons nos savoirs : pour une démocratie des expériences », *Vie sociale*, n° 25-26, 2019/1-2, p. 61-70. Disponible sur : <https://doi.org/10.3917/vsoc.191.0061/www.cairn.info/revue-vie-sociale-2019-1-page-61.htm>.
- Collectif anonyme, *On vaut mieux que ça*, 2016.
- Dewey J., « La démocratie créatrice. La tâche qui nous attend », *Horizons philosophiques*, vol. 5, n° 2, 1995, p. 41-48. Disponible sur : <https://doi.org/10.7202/800979ar>.
- Fraser N., *Unruly practices. Power, Discourse and Gender in Contemporary Social Theory*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2008.
- Gonin A., Grenier J. et Lapierre J.-A., « La souffrance éthique au travail : l'éthique du care comme cadre d'analyse critique et comme prospective dans le champ de la santé et des services sociaux », *Reflets*, vol. 19, n° 2, 2013, p. 85-110. Disponible sur : <https://doi.org/10.7202/1021181ar>.
- IASSW, Définition internationale du travail social, 2014. Disponible sur https://www.ifsw.org/wp-content/uploads/ifsw-cdn/assets/ifsw_111716-6.pdf.
- Ladsous J. et Anker M., « On l'appelait Tom. À propos de Stanislas Tomkiewicz (1925-2003) et de Janusz Korczak (1878-1942) », *VST – Vie sociale et traitements*, n° 114, 2012/2, p. 99-105. Disponible sur : <https://doi.org/10.3917/vst.114.0099/> <https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2012-2-page-99.htm>.
- Laugier S. et Paperman P., « Présentation "La voix différente et les éthiques du care" », in Gilligan C., *Une voix différente. Pour une éthique du care*, Paris, Flammarion, 2008, p. 3-41.
- Tronto Joan, *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Paris, La Découverte, 2009.
- Tronto Joan, « Creating Caring Institutions: Politics, Plurality, and Purpose », *Ethics and Social Welfare*, vol. 2, n° 4, 2010, p. 158-171.
- Winnicott D. W., *Processus de maturation chez l'enfant*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1978.

109. Alice Casagrande, « Associons nos savoirs : pour une démocratie des expériences », *Vie sociale*, n° 25-26, 2019/1-2, p. 68.

110. Donald Woods Winnicott, *Processus de maturation chez l'enfant*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1978, p. 16.



association nationale des assistants
de service social

La revue française de service social

Revue professionnelle trimestrielle (n^{os} 284, 285, 286 et 287)

BULLETIN année civile 2022

Abonnement

Réabonnement

- Institutions France : 53 €
- Professionnels non adhérents France : 50 €
- Institutions / Professionnels non adhérents hors France : 58 €
- Professionnels adhérents : 35 €
- Étudiants non adhérents : 30 € (joindre un justificatif de formation)
- Étudiants adhérents : 16 € (joindre un justificatif de formation)

*En cas de déménagement, pensez à nous signaler votre nouvelle adresse.
Toute nouvelle expédition sera facturée 2,50 € par numéro.*

NOM ET ADRESSE DE FACTURATION

Tél. :
Mail* :

NOM ET ADRESSE D'EXPÉDITION

Tél. :
Mail* :

NOMBRE D'ABONNEMENTS	PRIX UNITAIRE	TOTAL

Paiement par :

- chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de l'**ANAS**
- prélèvement (France uniquement) : remplir les demandes et autorisations de prélèvement ci-jointes
- virement :
Crédit Coopératif Paris Agence Courcelles
RIB : 42559 10000 08002860819 27
IBAN : FR76 4255 9100 0008 0028 6081 927
BIC : CCOPFRPPXXX

Date :
Signature et/ou cachet :

À renvoyer à : **ANAS**
15, rue de Bruxelles
75009 PARIS

* En indiquant votre adresse électronique, vous serez inscrit sur la liste de diffusion des publications de la revue, vous permettant de recevoir des informations sur les parutions.

ANAS – 15, rue de Bruxelles – 75009 Paris
Mail : secretariat@anas.fr – Site : www.anas.fr
Siret : 784 359 093 00035 – Code NAF : 9412Z
Association loi 1901 non soumise à la TVA